



Alphabétisation: quelles approches pour les OP et les producteurs?

Le problème de l'alphabétisation est d'une grande actualité en milieu rural en Afrique subsaharienne. Un praticien, Alain Bonnassieux, nous parle des offres et des attentes en la matière.

De nombreuses structures de développement ont un volet alphabétisation dans leurs activités. C'est une composante des programmes de lutte contre la pauvreté. Dans des villages, on voit fréquemment des adultes se cotiser et faire appel à un instituteur, un ancien élève pour apprendre à lire et à écrire lors de cours du soir.

Les demandes d'alphabétisation s'inscrivent dans un contexte général de progres-

sion limitée de la scolarisation, voire de stagnation ou de régression de celle-ci dans plusieurs pays. C'est dans les zones excentrées, dépourvues d'infrastructures où le revenu moyen est plus faible que les taux d'alphabétisation sont plus bas. Certaines catégories de la population sont moins alphabétisées que d'autres: femmes et éleveurs notamment. Même, dans les zones où la scolarisation s'est développée, on constate un retour de l'analphabétisme chez des anciens élèves qui n'ont pas l'occasion de pratiquer les quelques connaissances acquises à l'école.

Les structures étatiques ou para-étatiques chargées, dans les pays d'Afrique francophone, de mettre en œuvre des programmes d'alphabétisation à grande échelle, ont aujourd'hui des moyens limités. Leur efficacité, du fait de la lourdeur des dispositifs en place, a été souvent contestée. Leurs inter-

ventions portent de plus en plus sur des appuis à la conception des programmes, de matériel didactique, la formation des formateurs et l'évaluation des activités. La réalisation des actions d'alphabétisation est confiée plutôt à des opérateurs privés: ONG, prestataires. Leur rémunération vient en grande partie des financements que les agences de développement et ONG internationales mettent à la disposition des formations en faveur des organisations professionnelles.

Ces opérateurs doivent répondre, sans toujours en avoir les capacités, à une demande croissante qui émane:

- des structures de développement et des organisations professionnelles qui veulent que les producteurs prennent en charge des fonctions d'organisation, de gestion ou de vulgarisation dans un contexte de désengagement de l'État;

– des populations elles-mêmes qui demandent à s’alphabétiser pour accéder à des connaissances techniques, améliorer leurs conditions de vie, communiquer avec l’extérieur et s’insérer dans l’environnement lettré.

Les approches utilisées varient en fonction des demandes exprimées tant par les structures de développement que par les groupes qui souhaitent se former. En ce qui concerne l’alphabétisation au sein des organisations paysannes, les méthodologies qui sont utilisées sont fortement influencées par des modèles construits dans le cadre d’une longue expérience d’alphabétisation fonctionnelle.

Une alphabétisation spécifiques

Le problème du choix d’une approche d’alphabétisation adaptée à l’évolution des organisations des paysannes et du monde rural s’est posé à peine une décennie après l’indépendance des pays africains. Dans les années soixante, les programmes d’alphabétisation de type classique fondés seulement sur l’apprentissage de la lecture-écriture ont eu un impact très limité. Conçus sans tenir compte des préoccupations des bénéficiaires, ils suscitaient peu d’intérêt dans des milieux où l’oralité et l’observation priment dans la communication et la transmission des connaissances. De plus, l’usage du français comme langue d’alphabétisation dans des sociétés qui ne le parlaient pas, contribuait à allonger et compliquer les processus d’apprentissage. Aussi, une réflexion s’est développée au cours des années soixante-dix sur la conception de programmes fonctionnels en langues nationales. Elle a eu lieu à une période où de nombreux responsables d’organisations paysannes remettaient en cause la mainmise des encadreurs des services para-étatique et étatiques sur les opérations de commercialisation primaire de leurs productions à cause des malversations qui se produisaient. Par exemple, la pesée des produits était fréquemment entachée d’irrégularités que favorisait l’analphabétisme des producteurs.

Dans ce contexte, des programmes d’alphabétisation fonctionnels en langues nationales ont été mis au point. L’objectif principal était de doter les membres des OP de capacités en gestion leur permettant d’effectuer des tâches assurées jusque-là par l’encadrement. Leur contenu se caractérisait par une articulation étroite entre les

apprentissages en lecture-écriture et calcul et les apprentissages en gestion. Cette liaison se faisait soit directement pendant la phase d’alphabétisation, soit après, lors de formations consacrées en particulier à la tenue de fiches de gestion. Les sessions d’alphabétisation organisées pour les OP ont été souvent intensives et sélectives pour maximiser leur efficacité.

L’impact de plusieurs de ces programmes a entraîné une forte extension des activités d’alphabétisation. Par exemple, dans la province du Borgou au Bénin, le nombre des paysans qui ont souhaité s’alphabétiser a beaucoup progressé avec la mise au point d’une méthode d’alphabétisation rapide qui a permis aux membres des OP de contrôler les opérations de pesée du coton. Au Mali, la CMDT a lié le transfert d’activités au sein des associations villageoises à la constitution d’un noyau de paysans alphabétisés. Les équipes techniques formées de néo-alphabètes qui ont été constituées ont non seulement pu réaliser les opérations primaires de commercialisation du coton, mais s’impliquer dans des actions de vulgarisation et faire des relevés statistiques. La prise en charge par les AV de ces fonctions a beaucoup contribué à l’augmentation de la production et la modernisation des villages. Les ristournes liées au transfert de fonctions aux néo-alphabètes ont été réinvesties dans des réalisations communautaires. L’expérience malienne a fait tâche d’huile. La CIDT s’en est inspirée pour monter son programme d’alphabétisation dans les zones cotonnières du nord de la Côte d’Ivoire en 1995.

Dans un contexte de désengagement de l’État, il y a eu une multiplication des programmes d’alphabétisation destinés à permettre aux organisations rurales de réaliser des activités économiques ou sociales: approvisionnements en intrants, gestion de dépôts de produits vétérinaires, coopérative d’épargne et de crédit, centre de santé communautaire. Le fait que les postes de trésorier, de comptable, de magasinier, de gérant, de secrétaire, de vendeur aient été confiés à des alphabétisés a incontestablement contribué à dynamiser les organisations coopératives. Les outils de gestion qu’ils ont tenus ont permis de mieux suivre les approvisionnements et les ventes de produits, la récupération des crédits. Cela a contribué à améliorer l’organisation et le contrôle des transactions entre les organisations professionnelles et leurs partenaires.

Mais, le transfert de responsabilités à des producteurs alphabétisés identifiés par leurs

organisations n’a pas empêché que des dérives se produisent dans la gestion de l’activité économique. Elles ont souvent eu lieu à un niveau interne, notamment pour le partage des ristournes, le recours au crédit. Ces dysfonctionnements ont été fréquemment provoqués par:

- le contrôle des organisations par une minorité plaçant des proches au niveau familial et social aux postes de responsabilité;
- des prélèvements indus de jeunes lettrés exerçant des fonctions de gestionnaire sans bénéficier d’une rétribution suffisante de leurs services;
- l’analphabétisme de la majorité des adhérents et leur faible implication dans la vie des groupements.

Pour rendre la gestion des OP plus transparente, il ne faut pas que l’alphabétisation concerne seulement une minorité dans les villages. L’expérience a montré dans plusieurs groupements que les postes dont la tenue donne lieu à des gratifications (gérant de boutiques, de dépôt de produits vétérinaires, membre d’une équipe de commercialisation d’un marché autogéré) sont fréquemment monopolisés pendant plusieurs années par une petite élite d’adultes alphabétisés. Pour contourner cet obstacle, les responsables de l’alphabétisation dans la zone de Koutiala au Mali se sont fixé comme objectif d’alphabétiser au moins une personne dans chaque exploitation.

Pour des producteurs mieux formés

Il y a une forte demande en alphabétisation dans de nombreuses communautés rurales. Mais les motivations exprimées sont en général plus larges que celles sur lesquelles sont fondés les programmes centrés sur l’organisation des OP. Les concepteurs des programmes fonctionnels, en accord avec les structures et les projets qui les financent, privilégient des logiques économiques, notamment de gestion, pour sécuriser le fonctionnement des filières les plus rentables. Pour les adhérents des groupements et d’autres catégories de producteurs, l’alphabétisation permet d’accéder à des connaissances utiles tant sur un plan professionnel que pour l’amélioration des conditions de vie. De plus, c’est un facteur important d’intégration sociale. Des enquêtes effectuées récemment auprès de groupes d’agriculteurs ou d’éleveurs dans des contextes différents, Côte d’Ivoire, Centrafrique, témoignent de la pluralité des besoins de ceux qui souhaitent s’alphabétiser:

- Maîtriser la commercialisation des productions tant au sein des organisations qu'à un niveau individuel.

- Acquérir des connaissances techniques pour faire face aux mutations professionnelles, notamment pour intensifier les modes de production et diversifier les sources de revenus dans un contexte de rareté des ressources.

- Améliorer la santé et la nutrition de la famille.

- Veiller au respect de ses droits lors des contrôles et démarches auprès des autorités.

- Pouvoir s'insérer dans l'environnement lettré courant lors des déplacements; lecture de panneaux, de titres de journaux, etc.

- Savoir utiliser l'écrit dans la communication: lecture, écriture de lettres et de notes personnelles.

L'importance de ces différents types de motivations varie selon la nature des groupes. Par exemple, les thèmes concernant la santé, la nutrition, la maîtrise de technologies de transformation de produits alimentaires intéressent plus les femmes. Mais, elles veulent aussi acquérir des notions de gestion qui leur permettent de mieux gérer leurs activités commerciales. La fonctionnalité des programmes d'alphabétisation qu'il faut construire par rapport à ces attentes est nécessairement plus large que lorsqu'il s'agit d'un programme centré sur la gestion des organisations paysannes. Les modes de mise en œuvre des activités d'alphabétisation s'étalent sur une période plus longue et concernent des groupes moins ciblés que dans le cas des programmes centrés sur la gestion des OP.

Dans quelle langue alphabétiser?

L'alphabétisation pour être efficace doit s'insérer dans un processus de formation continue. Lorsque la demande de formation est large, le traitement des thèmes ne peut être abordé que de façon succincte: acquisition en lecture-écriture et en calcul lors de la phase d'alphabétisation initiale et acquisition de savoirs et savoir-faire sur les thèmes traités lors des phases de consolidation des acquis et de post-alphabétisation. Pour ce faire, il faut des matériels appropriés: livrets, fiches, journaux, productions audiovisuelles pour que les néo-alphabètes puissent approfondir leurs capacités de lecture, de calcul et acquérir des connaissances utiles pour leur développement. Il est nécessaire aussi que les producteurs puissent utiliser leurs connaissances dans le cadre de leurs activités. Le développement des échanges avec l'extérieur, la diversification des activités économiques dans de nombreux villages donnent plus qu'auparavant l'occasion aux ruraux d'utiliser les connaissances qu'ils ont acquises en s'alphabétisant.

Mais le manque ou l'insuffisance de documents de post-alphabétisation constitue un problème crucial. Le peu d'occasions de lire provoque un retour à l'analphabétisme. L'environnement lettré dans la plupart des villages africains est très pauvre. La production de documents dans les langues nationales progresse lentement. Des brochures sont conçues par des structures d'éducation de base, des organismes de dé-

veloppement, des institutions religieuses. Leur nombre ne permet pas d'alimenter régulièrement les bibliothèques villageoises implantées dans le cadre d'activités de post-alphabétisation.

Des journaux en langues nationales sont produits pour le monde rural. Mais, la majorité sont dépendants de financements extérieurs et ont de la peine à gagner leur autonomie à partir d'un lectorat paysan. Leur diffusion demeure restreinte à une période où l'aire d'extension des radios et télévisions nationales progresse en milieu rural et où un nombre croissant de paysans peut écouter ou voir des émissions en français. Les villageois qui veulent communiquer oralement avec l'extérieur n'ont pas de problèmes dans les pays où des langues nationales sont utilisées par une grande partie de la population, Bambara au Mali, Hausa au Niger, Ouolof au Sénégal, Moré et Dioula au Burkina Faso. Par contre, s'ils transmettent des lettres en langues nationales à leurs parents salariés, ils auront des difficultés à se faire comprendre, car très peu savent transcrire leurs langues. Ils auront aussi des problèmes lors des démarches qu'ils devront faire, car la majorité des documents qu'ils devront lire ou remplir sont en français.

Du fait des contraintes qu'ils rencontrent en matière de communication, de plus en plus de groupes de ruraux alphabétisés dans les langues nationales demandent à apprendre le français. Des programmes de passage des langues nationales au français ont été conçus dans plusieurs pays: Bénin, Burkina Faso, etc. L'apprentissage du français est plus facile lorsqu'on sait déjà lire et écrire dans sa langue. Dans les pays, tels que la Côte d'Ivoire, où le rôle du français populaire comme langue de communication nationale s'étend, un nombre croissant de ruraux demandent à être alphabétisés directement dans cette langue pour ne pas se sentir marginalisés lors de contacts avec l'extérieur ■

Alain Bonnassieux

Coordonnateur de projets de formations rurales, a exercé en Centrafrique, au Burkina, au Bénin, en Côte d'Ivoire. Actuellement au laboratoire

